

Rédaction et Administration : 144, rue Montmartre, Paris

Trente Mois Six Mois Un An
ABONNEMENTS : SEINE ET SEINE-ET-OISE 7 fr. 12 fr. 25 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS 6 fr. 11 fr. 20 fr.LE NUMÉRO
10
CENTIMESDirecteur et Rédacteur en Chef :
EMILE MASSARD

Téléph. 3 fils - Rédaction : Gutenberg 1-89 - 2-80 - Administration : Gutenberg 1-71

LE NUMÉRO
10
CENTIMESPour la PUBLICITÉ, s'adresser au Journal
144, RUE MONTMARTRE, PARIS (2^e)
Pour les Annonces et Réclames, à la Société de Publicité,
6, place de la Bourse.

LE CONSEIL SUPRÈME ET LES AFFAIRES DE RUSSIE

NOTES DU JOUR

Hésitation

PIL EST INUTILE de nier l'impression de malaise qu'a causée la constitution du ministère Millerand.

La cause de ce malaise est facile à définir.

M. Millerand est l'élu du Bloc national républicain, il en a accepté le programme et il en partage les idées.

Le malheur, c'est que si le Bloc national républicain existe et fonctionne dans le département de la Seine et dans certains autres centres politiques, c'est une erreur de croire qu'il existe et fonctionne dans tous les départements de France.

Dans la plupart de ces départements ce sont des associations ou des groupements faisant partie du Bloc qui ont dirigé les élections. Mais ce n'est pas le Bloc lui-même.

La partie n'est pas le tout.

Ce qui fait la force du Bloc, c'est que les divers éléments qui le composent confrontent et discutent leurs opinions et leurs principes.

De cette confrontation et de cette discussion résulte une entente raisonnable qui, par des concessions réciproques, aboutit à une action efficace.

Pour préciser, nous avons réussi dans le Bloc national républicain à mettre d'accord à Paris les groupes aussi distants les uns des autres que l'Action libérale et que les radicaux indépendants qui suivent l'inspiration de M. Bonnet ou de M. Mascuraud.

Cette union féconde que je persiste à considérer comme l'idéal que nous devons atteindre est loin d'être réalisée dans un grand nombre de départements.

L'Union nationale républicaine, qui a fait triompher un grand nombre de listes sous son programme et sous son étiquette, est bien obligée de constater que ces nouveaux élus, pour la plupart inscrits au groupe de l'Entente démocratique de la Chambre, n'ont pas été aussi loin que le Bloc national à Paris dans l'alliance avec les élémants radicaux.

Cet état d'esprit s'est énergiquement manifesté hier dans le vote unanime du groupe de l'Entente républicaine démocratique, qui a considéré comme une violation des principes de l'Union républicaine démocratique et sociale le fait que M. Millerand a pris parmi ses collaborateurs un certain nombre de radicaux et de radicaux-socialistes dont la personnalité inquiète les libéraux, étant donné les postes qui leur ont été confiés.

On conçoit l'embarras dans lequel ont pu se trouver les membres du groupe qui sont les élus dans la Seine du Bloc national républicain qui ont accepté comme chef de file M. Millerand et qui ont fait passer aux élections sénatoriales M. Steeg.

Il est certain, en effet, que lorsqu'ils ont conclu avec les sénateurs sortants de la Seine le pacte loyal qui a abouti à leur réélection, il n'était pas entré dans leurs intentions d'imposer à tous les départements français, comme ministre de l'intérieur, le candidat parfaitement honorable qui représentait l'extrême-gauche de la liste.

La première erreur de M. Millerand est donc d'avoir cru que la politique du Bloc pouvait s'appliquer ne varier à l'ensemble du pays comme elle a été appliquée aux élections sénatoriales de la Seine.

Son autre erreur consiste à ne pas avoir pris comme ministre de l'intérieur un homme choisi dans le centre de la majorité et pouvant

tenir la balance égale entre les divers partis.

Cette erreur est-elle corrigible ?

Si oui, le ministère vivra.

Si non, il est destiné à ne pas survivre à la transmission des pouvoirs du président de la République.

MARCEL HABERT,
Député de Paris.

ON PEUT PASSER LE RHIN

Le contrôle des passeports sur le pont rhénan Ludwigshafen-Mannheim a pris fin depuis lundi et les communications par le Rhin sont maintenant libres.

M. DE MARCILLY A BERLIN

M. de Marcilly, chargé d'affaires de France à Berlin, a fait connaître par un télégramme qu'il avait pris possession de son poste en date du 19 janvier.

Déclarations de M. Mayer

Le nouveau représentant de l'Allemagne à Paris

Dans une interview accordée à un de nos confrères avant son départ pour Paris, M. Mayer, le nouveau chargé d'affaires de l'Allemagne à Paris, a déclaré :

« Je comprends parfaitement l'état d'esprit du peuple français et je suis, pour ma part, fermement décidé à en tenir compte. La guerre est finie, la paix est venue, mais nous ne vous demanderons pas d'oublier le passé. Non, je ne viens pas chez vous dans l'intention de m'y établir et de m'y imposer, je viens en France comme le représentant d'un Etat vaincu qui a des charges écrasantes envers ses anciens ennemis. Ces charges, mon gouvernement et moi nous sommes décidés à faire tout notre possible pour les remplir. J'entends donc que notre politique reste au-dessus du moindre soupçon de déloyauté et je veux que toujours nous jouions avec la France sur la table. Ce n'est qu'à cette condition que j'ai accepté le poste qui m'est offert, et je puis vous assurer que dans l'exécution du traité de paix l'Allemagne fera montrer envers vous de la plus grande droiture et de la meilleure volonté. »

C'est un langage doux et bénin. Atten-

tez.

La Reprise du Commerce AVEC LA RUSSIE

La Grande-Bretagne n'a pas été longue à mettre à profit la décision du Conseil suprême de reprendre les négociations commerciales avec la Russie. On apprend, en effet, que, sur l'initiative du ministère du Ravitaillage, 4.000 kilogrammes de beurre sibérien ont déjà été embarqués et sont en route pour l'Angleterre, par la mer de Kara. En échange, des maisons de Manchester expédient en Sibérie une valeur égale d'offices de coton et d'autres marchandises.

On signale, d'autre part, que d'importantes quantités de machines à tisser le lin et d'instruments agricoles n'attendent que le moment d'être embarquées, dans différents ports anglais, à destination de la Russie. C'est à Moscou que siège la société coopérative qui distribuera les marchandises britanniques.

Le Conseil suprême a informé le secrétaire du comité mixte de Londres des sociétés coopératives russes que les communications radiotélégraphiques avec leur organisation centrale à Moscou sont permises. Le Conseil consent à ce que des délégués des coopératives se rendent à Moscou. Une délégation partira demain. Le président et le vice-président du comité de Londres vont à Paris pour traiter avec les gouvernements alliés au sujet des conditions régissant ces transactions.

Les Soldats français acclamés DANS LE SLESVIG

Suivant une dépêche de Copenhague, les troupes françaises ont occupé, ce matin, la ville d'Haderslev, dans le Slesvig. L'arrivée des trains qui les amenaient a donné lieu à des scènes d'enthousiasme délirant. Nos soldats furent accueillis aux accents de la « Marseillaise », jouée par la musique locale. Des milliers de personnes qui se pressaient aux abords de la gare et dans les rues, dont toutes les maisons étaient pavées aux couleurs danoises, leur ont fait des ovations sans fin. Par une délicate attention, la population avait couvert une toile la tâche de Guillaume I^e, attendant qu'elle soit définitivement enlevée.

La Ligue des Nations est un Fiasco

Le Times écrit, en parlant de la Ligue des Nations :

En dépit des espérances que nous avions placées dans la Ligue des Nations, nous avons besoin d'une année plus forte que celle que nous avions en 1914.

Nous en sommes où nous en étions en 1914, avec cette différence que si l'Allemagne, alors notre ennemie, est maintenant un neutre doux, la Russie, alors notre allié, doit être considérée comme une puissance éminemment puissante, qui peut lui succéder, comme une ennemie probable, très active et très dangereuse pour nous, parce que nous avons augmenté nos responsabilités en Asie et que c'est la politique avouée de la Russie d'inspirer contre nous les Turcs et d'autres incontents.

En outre, il y a le danger d'une attaque de la Pologne par des bolcheviks et la responsabilité de l'alliance avec la France qui semble devoir être considérée prochainement.

Le Conseil suprême TIEN AUJOURD'HUI SA DERNIÈRE SEANCE

L'intervention anglaise contre les Bolchevistes Les escadres alliées dans la Mer Noire

Le Conseil Suprême tient aujourd'hui sa dernière séance. M. Clemenceau, qu'accompagnera M. Millerand, prendra part pour la dernière fois aux négociations. M. Lloyd George qui rentre à Londres aujourd'hui sera remplacé par lord Curzon. M. Nitti a, dès hier soir, quitté Paris, se rendant à Rome.

La démission du cabinet a comme conséquence que M. Cambon est le seul représentant de la France dans les négociations de la paix.

Les ministres démissionnaires sont remplacés par MM. Millerand, Marsal, Isaac et Paleologue.

Le représentant de la France à la Conférence des ambassadeurs, organisme qui succéda au Conseil Suprême, sera M. Maurice Paléologue, pour qui vient d'être rétabli le poste de secrétaire général du ministère des affaires étrangères. Il aura comme

lieutenant M. de Montille.

Les Troupes d'Occupation

Le New-York Herald annonce que l'Angleterre, sous le prétexte qu'elle se trouvait dans l'impossibilité de fournir les contingents prévus par le traité de Versailles pour l'occupation des régions soumises à plebiscite, a obtenu du Conseil suprême, hier, que la France et l'Italie prennent sur tous les fronts russes.

Il est probable que lorsque les troupes anglaises, rendues disponibles par la démission du Conseil de remplacer en zone de plebiscite les Anglais par des Franco-Italiens, seront arrivées dans le sud de la Russie, les diplomates alliés renonceront à leurs théories actuelles de « lutte économique contre les Soviets », et qu'une puissante offensive militaire alliée commencera.

Ce souci de discréption fortifie singulièrement l'opinion émise par des personnes bien informées et selon lesquelles la possibilité de lever le blocus russe n'aurait été faite que pour détourner l'attention des opérations militaires qui se présentent.

La démission du cabinet a comme conséquence que M. Cambon est le seul représentant de la France dans les négociations de la paix.

Les ministres démissionnaires sont remplacés par MM. Millerand, Marsal, Isaac et Paleologue.

Le représentant de la France à la Conférence des ambassadeurs, organisme qui succéda au Conseil Suprême, sera M. Maurice Paléologue, pour qui vient d'être rétabli le poste de secrétaire général du ministère des affaires étrangères. Il aura comme

lieutenant M. de Montille.

Une Expédition britannique

Cette brusque modification dans les plans militaires alliés est interprétée comme signifiant que l'Angleterre devait expédier à Dantzig, à Mermel et dans le Slesvig, elle n'enverrait que trois bataillons, de 1.000 hommes chacun, cet effort militaire devant être complété par l'envoi d'unités navales.

La France et l'Italie (cette dernière sous réserve de l'approbation de la décision de M. Nitti) par le gouvernement de Rome) fourniront le surplus du corps d'occupation.

Mais l'on a de bonnes raisons d'affirmer que les navires anglo-français se dirigeront à toute vitesse vers la mer Noire, où ils débarqueront à Batum des forces importantes. Tous les transports anglais et français disponibles sont occupés à ramasser de ci de là des troupes à destination du Caucase. Il s'agit pour les Alliés d'occuper l'isthme d'Ortakoy qui sépare la Caspienne de la mer Noire.

D'autre part, les dernières nouvelles reçues de Bakou indiquent que les armées rouges ne sont plus qu'à courte distance de la ville.

Les personnes renseignées sur la situation au Caucase craignent que les Alliés n'arrivent trop tard.

Commission interalliée en Hongrie

Budapest, 20 janvier. — Sur la base de la décision du Conseil suprême du 24 octobre 1919, une commission spéciale a été envoyée à Budapest avec mandat de constater les valeurs qui furent sorties de Hongrie en violation des décisions du Conseil suprême.

Cette commission vient d'arriver à Budapest. Elle est composée du major Lyons pour l'Angleterre, de lieutenant-colonel Gérard pour la France, du général Noseda pour l'Italie, du député Cuadros pour la Grèce, du major Geltlich pour la Pologne et du major Body pour la Yougoslavie.

Le côté hongrois, le secrétaire d'Etat Wilhelm Henneyey a été délégué pour prendre part aux délibérations de la commission.

Le Départ des Escadres

Pas un mot n'a été dit hier, au cours des deux séances du Conseil suprême, de l'envoi en Orient d'escadres anglaises, et il a été impossible de savoir hier de ce qui se prépare que ce qu'ont annoncé les télegrammes de presse.

Le Départ des Escadres

Le 20 un mot n'a été dit hier, au cours des deux séances du Conseil suprême, de l'envoi en Orient d'escadres anglaises, et il a été impossible de savoir hier de ce qui se prépare que ce qu'ont annoncé les télegrammes de presse.

Le Départ des Escadres

Le 20 un mot n'a été dit hier, au cours des deux séances du Conseil suprême, de l'envoi en Orient d'escadres anglaises, et il a été impossible de savoir hier de ce qui se prépare que ce qu'ont annoncé les télegrammes de presse.

Le Départ des Escadres

Le 20 un mot n'a été dit hier, au cours des deux séances du Conseil suprême, de l'envoi en Orient d'escadres anglaises, et il a été impossible de savoir hier de ce qui se prépare que ce qu'ont annoncé les télegrammes de presse.

Le Départ des Escadres

Le 20 un mot n'a été dit hier, au cours des deux séances du Conseil suprême, de l'envoi en Orient d'escadres anglaises, et il a été impossible de savoir hier de ce qui se prépare que ce qu'ont annoncé les télegrammes de presse.

Le Départ des Escadres

Le 20 un mot n'a été dit hier, au cours des deux séances du Conseil suprême, de l'envoi en Orient d'escadres anglaises, et il a été impossible de savoir hier de ce qui se prépare que ce qu'ont annoncé les télegrammes de presse.

Le Départ des Escadres

Le 20 un mot n'a été dit hier, au cours des deux séances du Conseil suprême, de l'envoi en Orient d'escadres anglaises, et il a été impossible de savoir hier de ce qui se prépare que ce qu'ont annoncé les télegrammes de presse.

Le Départ des Escadres

Le 20 un mot n'a été dit hier, au cours des deux séances du Conseil suprême, de l'envoi en Orient d'escadres anglaises, et il a été impossible de savoir hier de ce qui se prépare que ce qu'ont annoncé les télegrammes de presse.

Le Départ des Escadres

Le 20 un mot n'a été dit hier, au cours des deux séances du Conseil suprême, de l'envoi en Orient d'escadres anglaises, et il a été impossible de savoir hier de ce qui se prépare que ce qu'ont annoncé les télegrammes de presse.

Le Départ des Escadres

Le 20 un mot n'a été dit hier, au cours des deux séances du Conseil suprême, de l'envoi en Orient d'escadres anglaises, et il a été impossible de savoir hier de ce qui se prépare que ce qu'ont annoncé les télegrammes de presse.

Le Départ des Escadres

Le 20 un mot n'a été dit hier, au cours des deux séances du Conseil suprême, de l'envoi en Orient d'escadres anglaises, et il a été impossible de savoir hier de ce qui se prépare que ce qu'ont annoncé les télegrammes de presse.